

Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union Européenne, Donal Tusk, Président du Conseil européen, Jean-Claude Juncker, Président de la Commission européenne, Martin Schultz, Président du Parlement européen Jeroen Dijsselbloem, Président de l'Eurogroupe Mario Draghi, Président de la Banque centrale européenne Christine Lagarde, Directeur-Général du Fonds monétaire international.

Lettre envoyée par courriel

Bruxelles, le 9 juillet 2015

Grèce: l'Europe sociale plus que jamais en jeu

Cher(e)s chefs d'Etat et de Gouvernement, cher(e)s Président(e)s, cher Directeur-Général,

L'Europe se trouve actuellement à la croisée des chemins. En prenant les décisions justes, vous pouvez sauver la Grèce d'un effondrement économique et social certain, et ouvrir la voie à des réformes équitables et à une croissance inclusive à l'intérieur même de la zone euro.

La situation en Grèce est symptomatique de l'échec à placer les droits et le bien-être des populations au cœur des politiques européennes, mettant ainsi en péril la viabilité de l'Union à long terme.

Les programmes de la Commission européenne, de la Banque centrale européenne et du Fonds monétaire international ont eu un impact important sur la détérioration sociale et le non-respect des droits de l'homme dans le pays.

Le bien-être des personnes doit être au centre de vos négociations. Il existe un argument économique fort en faveur d'un allègement durable de la dette qui permette les investissements nécessaires dans la protection sociale, les services sociaux, l'éducation et le système de santé.

L'urgence sociale qui frappe la Grèce ne doit pas dépendre de la seule volonté des ministres des Finances : les ministres de l'Emploi, des Affaires sociales, de la Santé et de l'Egalité (dont l'égalité entre les sexes) doivent également être impliqué(e)s.

Nous vous rappelons également que la société civile joue un rôle important dans la mise en place de réformes respectant la justice sociale. Au-delà de l'accompagnement que nous offrons aux personnes les plus vulnérables, nous prônons aussi des changements sociaux à long-terme en vue d'une société qui respecte le potentiel de chacun de ses membres.

Dimanche, vous prendrez une décision importante pour l'avenir de l'Europe. Nous vous exhortons à placer la solidarité et les droits de l'homme, valeurs intrinsèques à l'Union européenne, au centre de vos négociations.

Veuillez recevoir nos sentiments respectueux,

Jana Hainsworth *Présidente* Pierre Baussand Directeur

Social Platform est la plus grande alliance d'organisations de la société civile en faveur de la justice sociale et de la démocratie participative en Europe. Composé de 48 réseaux d'ONG pan-européens, Social Platform fait campagne pour s'assurer que les politiques européennes soient développées en partenariat avec les populations qu'elles affectent, en respectant les droits fondamentaux, en promouvant la solidarité et en améliorant la vie des Européens.